



Le 7 mars, nous étions 3,5 millions à défilé partout en France, pour réclamer le retrait de cette réforme brutale, injuste et injustifiée de nos droits à la retraite.

Nous étions 100 000 à Lille, mais aussi 10 000 à Valenciennes et 10 000 à Dunkerque, 5000 à Douai, 3 000 à Maubeuge et 3 000 à Cambrai, 500 à Fourmies... Et 5 000 à Arras, 10 000 à Boulogne, 2000 à Béthune...

C'est une journée historique par l'ampleur de ces grèves et de ces mobilisations. Des milliers d'écoles et de lieux d'études fermés, des entreprises privées, des administrations, et des villes à l'arrêt. Plusieurs centaines de manifestations et d'actions sur l'ensemble du territoire pour demander le retrait du projet de loi retraites.

Des collègues de l'Education nationale ont apporté leur soutien aux actions organisées dans le cadre inter-syndical.

Dès à présent, selon le communiqué unitaire, [le gouvernement doit dès maintenant retirer son projet !](#)

Mardi soir, une AG des personnels de l'éducation nationale s'est réunie à la bourse du travail de Lille. Nous appelons les personnels de tous les services, écoles et établissements, de la maternelle à l'université, du public et du privé, à discuter de la reconduction la grève, à proposer des initiatives de lutte, à participer aux actions

interprofessionnelles contre la réforme des retraites.

Ce matin, à Lille, des salariés en grève de différents secteurs (impôts, services sociaux, éducatif...) et des étudiants ont participé à l'AG des cheminots et des cheminotes à la gare de Lille. Celle-ci a reconduit la grève à l'unanimité, allons-nous les laisser seuls ?



Dans les collèges et les lycées du Nord, du Pas-de-Calais, partout en France, les personnels discutent de la reconduction de la grève. Car, si les salariés ne bloquent pas le gouvernement maintenant, qui l'arrêtera ? Jusqu'où ira-

t-il dans la remise en cause de nos droits et de nos acquis ? Dans la destruction des services publics ?

Le mouvement doit s'inscrire dans la durée, cela ne peut pas reposer sur une poignée de militants. Les salariés peuvent s'organiser pour utiliser au mieux leur droit de grève. Par ailleurs, la confédération FO dispose d'une caisse de grève qui permettra d'indemniser les adhérents à raison de 30 euros par jour à partir de 3 jours de grève.

Aujourd'hui 8 mars, c'est la journée consacrée à la défense des droits des femmes. Or, du droit de vote à celui de disposer de son corps, en passant par celui de porter un pantalon ou d'ouvrir un compte bancaire, aucun de ces droits, qui a permis aux femmes d'être enfin considérées comme des citoyennes majeures à part entière, aucun d'entre

d'eux n'a été conquis sans luttes, dans lesquelles des femmes ont laissé plus que quelques journées de salaire et de temps passé à défiler dans la rue...

En pleine lutte contre la réforme des retraites, FO rappelle que ce sont les inégalités de carrière qui causent les inégalités de pensions. L'écart de pension entre les femmes et les hommes en France (40% au détriment des femmes) est bien au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne ou des pays de l'OCDE. Les raisons de ces inégalités sont multiples : temps partiel, CDD, métiers à prédominance féminine sous-valorisés, interruptions de carrières pour enfants, pénibilité non reconnue, discriminations liées à la maternité...

Le gouvernement instrumentalise les droits des femmes pour justifier une réforme soi-disant juste et porteuse de progrès social. Pourtant, avec ce projet les femmes toucheront une pension de misère sans garantie de percevoir le minimum de 85% du Smic, travailler jusqu'à 64 ans avec le risque de perdre le bénéfice des trimestres liés à la maternité et l'éducation permettant pourtant de partir plus tôt et, pour les autres, attendre 67 ans sans garantie de partir en bonne santé.

[Lire la suite](#)



Le 9 mars soutien à la jeunesse !

Alors que l'Assemblée nationale vient de refuser le repas universel à 1 euro pour les étudiants, alors que près d'un étudiant sur 2 ne mange pas à sa faim, alors qu'ils ont de plus en plus de mal à se soigner, se loger, alors que ParcoursSup Master va empêcher des milliers de jeunes d'accéder à la filière de leur choix, alors que l'entrée dans la vie professionnelle est de plus en plus difficile, l'avenir de nos enfants est bouché, et sera encore plus bouché si les anciens libèrent leur emploi plus tard. Les organisations de salariés appellent à soutenir les mobilisations de la jeunesse.

SNFOLC 59

<http://www.snfolc59.fr/>

snfolc59@wanadoo.fr

03 20 52 49 18 / 07 86 12 16 62

254 Boulevard de L'usine CS 90022 59045 Lille Cedex